

A l'éducation et l'unité, Jean-Michel Blanquer choisit l'ignorance et la haine

Ce matin sur Europe 1, Jean-Michel Blanquer a accusé, entre autres, l'UNEF d'être indirectement responsable des attentats par des prises de positions qui mènent de « loin en loin au pire ». Alors que les étudiant·e·s sont en deuil depuis le 16 octobre, comme le reste de la population, celui-ci a trouvé plus intéressant d'accuser, entre autres, leur syndicat d'être en partie responsable des attentats que de répondre aux inquiétudes des futur·e·s enseignant·e·s sur leurs conditions de travail dans un contexte inédit.

Un Ministre de l'Éducation Nationale qui attise la haine avec des amalgames inacceptables

Ces accusations sont inacceptables, insensées, indignes d'un Ministre de l'Éducation Nationale. Avec ces déclarations sans fondement, celui censé diriger l'institution du savoir a sombré dans l'ignorance grasse.

L'ignorance c'est penser que l'UNEF n'est pas une organisation laïque alors que nous nous sommes toujours levé·e·s pour défendre ce fondement de notre République.

L'ignorance c'est ne pas comprendre que l'on peut à la fois défendre la neutralité de l'État ainsi que du Service Public et lutter contre l'islamophobie, au même titre que lutter contre le racisme ou l'antisémitisme.

L'ignorance c'est sous-entendre que l'UNEF par ses actions répandrait une idéologie tenante de l'islam radical ou compatissante avec lui quand chacun·e sait que nous ne promovons aucune religion.

L'ignorance c'est ne pas savoir que faire de la place à tou·te·s, quelles que soient leurs convictions religieuses, ne signifie pas exclure certain·e·s et certainement pas faire du prosélytisme.

Cette ignorance ne fait qu'attiser la haine et la violence.

Où Monsieur Blanquer veut-il amener notre société avec de telles déclarations ? Qui veut-il opposer ? **Nous refusons de laisser se fracturer notre société avec d'un côté ceux·celles qui seraient prétendument défenseur·ses de la laïcité, et de l'autre ceux·celles qui défendraient les musulman·e·s, victimes de stigmatisation. L'égalité est le corolaire de la laïcité de 1905 et de la liberté d'expression, l'une ne va pas sans l'autre. Ainsi, on ne peut se permettre d'amputer notre République.**

Une injure pour l'ensemble des étudiant·e·s alors que nos aspirations sont tout autres

Accuser l'UNEF de telles inepties, c'est diffamer et insulter tou-te-s les étudiant-e-s que nous représentons. L'UNEF n'est que le relais des aspirations des jeunes. Les étudiant-e-s d'aujourd'hui aspirent à des conditions de vie et d'étude décentes, à un Enseignement supérieur sans sélection, à une laïcité inclusive telle que la garantit la loi de 1905, à une égalité réelle. C'est de cela dont nous nous faisons l'écho. C'est toute cette génération qui est accusée des pires maux, au moment où elle sombre dans la précarité et ne cesse de revendiquer, non pas d'imposer une religion à l'Université, mais de pouvoir manger, payer son loyer, suivre correctement ses cours.

La société de notre génération, ce n'est pas la société de la haine qui est en train de se construire sous nos yeux. Nous dénonçons ces déclarations qui participent à faire voler en éclat toute unité nationale pourtant nécessaire pour avancer face à une telle attaque de nos institutions. **Nous dénonçons des déclarations qui, par ailleurs, ne font que donner plus de force à ceux et celles qui depuis plusieurs jours injurient, harcèlent et menacent de mort nos militant-e-s.**

Les mots ont un sens, les mots peuvent tuer. La diffamation et les injures à l'égard de l'UNEF, d'où qu'elles viennent, doivent cesser. Depuis plusieurs années, nous avons été la cible de nombreuses déclarations injurieuses, souvent diffamatoires. Nos propos sont sans cesse déformés, abaissant ainsi la qualité du débat démocratique et médiatique. Nous ne tolérerons plus de tels agissements.

Un climat délétère qui empêche une réponse collective

Ces déclarations s'inscrivent dans la lignée de bien d'autres, venues attaquer de nombreuses personnalités, organisations et médias de choses similaires plutôt que d'amener la société à se réunir pour construire collectivement des solutions. Ces déclarations sont toutes d'autant plus graves qu'elles touchent justement à la mise en œuvre de la liberté d'expression. Vendredi 16 octobre, c'est l'École de la République qui a été attaquée, c'est par elle que nous devrions répondre. **L'éducation, avec les moyens qui lui sont nécessaires, est la seule réponse qui permette de vaincre réellement l'obscurantisme de l'islamisme intégriste. Le savoir est toujours la réponse à l'ignorance.**

Nous enjoignons Jean-Michel Blanquer à revenir sur ses déclarations et prendrons les mesures juridiques à notre disposition.

Notre génération est lasse de toutes ces polémiques et attend du Gouvernement d'être à la hauteur de la période. Les étudiant-e-s non boursier-e-s touchant les APL attendent l'aide de 150€ promise par Emmanuel Macron il y a une semaine, et dont il-elle-s ont été exclu-e-s. Tou-te-s, nous attendons des mesures fortes et d'ampleur contre la précarité étudiante : ne détournez pas le sujet !

Contact :

Elisabeth ABANDA AYISSI

Attachée de presse de l'UNEF

06.03.55.45.28 / presse@unef.fr